

LORETTE PRODUCTIONS

Numéro SIRET : 51285534700021
Code APE : 5911C

5 RUE ROCHEFOUCAULD
75009 PARIS

COMPTES ANNUELS

CLOS AU 31/12/2015

Sommaire

Rapport de Présentation	2
Bilan	3
<i>ACTIF</i>	3
<i>Actif immobilisé</i>	3
<i>Actif circulant</i>	3
<i>PASSIF</i>	4
<i>Capitaux Propres</i>	4
<i>Provisions pour risques et charges</i>	4
<i>Emprunts et dettes</i>	4
Compte de résultat	5
Annexes	7

Rapport de Présentation

MISSION DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entreprise LORETTE PRODUCTIONS pour l'exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015 et conformément à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes définies par l'Ordre des Experts Comptables.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 17 pages, se caractérisent par les données suivantes :

total du bilan	1 859 289,25 Euros
chiffre d'affaires	19,69 Euros
résultat net comptable	-63 412,77 Euros

MDT INTERNATIONAL CONSULTING

Myriam DAROUI

Expert -Comptable

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	50 000	50 000		50 000	- 50 000
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles				31 111	- 31 111
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	1 485	1 485			
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières				743	- 743
TOTAL (I)	51 485	51 485		81 853	- 81 853
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés				270 233	- 270 233
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 204		2 204	3 321	- 1 117
. Autres					
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	643 995		643 995	929 613	- 285 618
Instruments de trésorerie	1 212 351		1 212 351	1 212 351	
Charges constatées d'avance	740		740	2 382	- 1 642
TOTAL (II)	1 859 289		1 859 289	2 417 899	- 558 610
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	1 910 774	51 485	1 859 289	2 499 752	- 640 463

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 2 452 258)	2 452 258	3 147 607	- 695 349
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	173 837		173 837
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-739 814	-832 030	92 216
Résultat de l'exercice	-63 413	92 216	- 155 629
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	1 822 869	2 407 793	- 584 924
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts			
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	52	52	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 260	40 167	- 7 907
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	95	95	
. Organismes sociaux	457	442	15
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	1 594	49 240	- 47 646
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	1 962	1 962	
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	36 420	91 959	- 55 539
Écart de conversion passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	1 859 289	2 499 752	- 640 463

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total	
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services	20		20	9 884	- 9 864 -99,80
Chiffres d'affaires Nets	20		20	9 884	- 9 864 -99,80
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges				273 979	- 273 979 -100
Autres produits			3	23	- 20 -86,96
Total des produits d'exploitation (I)			22	283 886	- 283 864 -99,99
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements					
Variation de stock (matières premières et autres approv.)					
Autres achats et charges externes			14 840	89 318	- 74 478 -83,39
Impôts, taxes et versements assimilés			115	456	- 341 -74,78
Salaires et traitements			1 500	1 500	0,00
Charges sociales			1 048	1 055	- 7 -0,66
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 374	236 701	- 235 327 -99,42
Dotations aux provisions sur immobilisations			50 000		50 000 N/S
Dotations aux provisions sur actif circulant					
Dotations aux provisions pour risques et charges					
Autres charges			2	6	- 4 -66,67
Total des charges d'exploitation (II)			68 879	329 036	- 260 157 -79,07
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-68 856	-45 150	- 23 706 52,50
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun					
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances					
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				288	- 288 -100
Total des produits financiers (V)				288	- 288 -100
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées					
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)					
RESULTAT FINANCIER (V-VI)				288	- 288 -100
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-68 856	-44 862	- 23 994 53,48

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2015 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2014 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	35 182	853 121	- 817 939	-95,88
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	35 182	853 121	- 817 939	-95,88
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		598	- 598	-100
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	29 738	715 444	- 685 706	-95,84
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	29 738	716 042	- 686 304	-95,85
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	5 444	137 079	- 131 635	-96,03
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	35 204	1 137 294	-1 102 090	-96,90
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	98 617	1 045 078	- 946 461	-90,56
RESULTAT NET	-63 413	92 216	- 155 629	168,77
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2015 dont le total est de 1 859 289,25 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -63 412,77 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2015 au 31/12/2015.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2014 au 31/12/2014.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 29 avril 2016 par le gérant de la Société.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Regl. ANC no 2014-03 du 5-6-2014 relatif au PCG).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Films (co-production et co-distribution) : 3 ans
- Films catalogue : 5 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

Contrats de co-production :

Lorsque la société s'engage dans un contrat de co-production, les sommes dues dans le cadre du contrat sont comptabilisées au fur et à mesure de leur versement en « immobilisations incorporelles en cours ».

La co-production est ensuite transférée en « immobilisation incorporelles » et amortie lors de l'obtention par le producteur délégué du visa CNC du film. La base amortissable est réduite, conformément à l'article 322-1.6 du PCG, de la valeur résiduelle des droits sur un film si celle-ci est significative et mesurable par référence à des éléments dont le montant est connu de manière fiable.

Conformément à la pratique du secteur de la production cinématographique, les contrats de co-production sont amortis linéairement sur 3 ans.

En cas de revenus d'un contrat de co-production supérieurs à l'amortissement linéaire ainsi calculé, la société affectera à son amortissement les recettes nettes provenant de son exploitation au cours dudit exercice. Ces recettes nettes sont déterminées en déduisant des recettes brutes correspondantes, d'une part, les charges se rapportant directement au film considéré et, d'autre part, une quote-part des autres dépenses d'exploitation fixée par voie de répartition de ces dépenses entre les divers films au prorata de leurs recettes brutes, diminuées des charges directes.

Lorsque la valeur résiduelle des droits vient à être réduite en raison d'éléments intervenus au cours de l'exercice, la base amortissable est ajustée en conséquence. Le plan d'amortissement est alors modifié de manière prospective.

A la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation est réalisé sur la base de la valeur d'utilité estimée par la direction de la société. En cas d'insuffisance de l'amortissement constaté, la société comptabilisera en complément une dépréciation.

Contrat de co-distribution :

Les contrats de co-distribution suivent le même traitement que les contrats de co-production et sont amortis sur une durée de 3 ans.

Contrat de cession de droits - Catalogue

Les catalogues suivent le même traitement que les contrats de co-production et sont amortis sur une durée de 5 ans.

Contrat de co-développement :

Lorsque la société s'engage dans un contrat de co-développement, l'investissement est inscrit directement en « Immobilisations Incorporelles ».

Aucun amortissement n'est pratiqué durant la phase de développement.

A l'issue du développement, si :

- la société décide de participer à la production du film en tant que co-producteur (son apport de co-développement se transformera en apport de co-production), auquel cas, l'amortissement débutera le jour de l'obtention par le producteur délégué du visa CNC du film (même principe que les investissements effectués dans le cadre de la co-production) ;

- la société décide de ne pas participer à la production du film, l'actif est cédé et la société récupère à minima son investissement initial.

Contrat de co-exploitation :

Lorsque la société s'engage dans un contrat de co-exploitation, l'investissement est inscrit directement en

«Autres immobilisations incorporelles ».

La base amortissable est réduite, conformément à l'article 322-1.6 du PCG, de la valeur résiduelle des droits sur un film si celle-ci est significative et mesurable par référence à des éléments dont le montant est connu de manière fiable.

Les contrats de co-exploitation sont amortis linéairement sur 5 ans.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

Les disponibilités incluent les comptes bancaires courant ainsi que, le cas échéant, des dépôts à terme dont la maturité maximale est de 4 ans. Les intérêts courus au 31/12/2015 ne sont pas significatifs.

Les instruments de trésorerie sont constitués d'OPCVM de trésorerie dont l'objectif est de réaliser une performance égale au marché monétaire français (EONIA). Le montant des plus-values latentes au 31 décembre 2015 n'est pas significatif.

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE n'est pas significatif pour l'exercice concerné.

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels sont principalement constitués des charges et produits correspondant aux cessions d'éléments actifs et d'autres éléments exceptionnels qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

ENGAGEMENT DE RETRAITE

Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite n'ont pas fait l'objet de provision dans les comptes. Ceux-ci ne sont pas significatifs étant donné l'effectif et la faible ancienneté du personnel.

FAITS CARACTERISTIQUES/ AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Les actionnaires de la Société ont décidé, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2015, de :

- procéder à une réduction de capital par voie de rachat et d'annulation d'actions
- transformer la forme juridique de la Société en SARL.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Le capital social a donc été réduit d'un montant de 2.402.969 euros, pour être ramené de la somme de 2.452.258 euros à la somme de 49.289 euros par voie de rachat et d'annulation de 2.402.969 actions, au prix de 0,74 euros par action, par décision du conseil d'administration du 25 février 2016 statuant sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2015.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	490 000		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 485		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	1 485		
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	743		
TOTAL	743		
TOTAL GENERAL	492 228		

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles		440 000	50 000	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport			1 485	
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			1 485	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		743		
TOTAL		743		
TOTAL GENERAL		440 743	51 485	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	408 889	1 374	410 263	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 485			1 485
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	1 485			1 485
TOTAL GENERAL	410 374	1 374	410 263	1 485

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	1 374				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier					
Emballages récupérables et divers					
TOTAL					
TOTAL GENERAL	1 374				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations		50 000		50 000
TOTAL Dépréciations		50 000		50 000
TOTAL GENERAL		50 000		50 000
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		50 000		

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfiques			
- T.V.A	2 204	2 204	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	740	740	
TOTAL GENERAL	2 944	2 944	
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	32 260	32 260		
Personnel et comptes rattachés	95	95		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	457	457		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfiques				
- T.V.A	1 594	1 594		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	52	52		
Autres dettes	1 962	1 962		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	36 420	36 420		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Dettes fiscales et sociales	46
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	1 962
TOTAL	2 008

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	740	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	740	

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	3 147 607	1,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	2 452 258	1,00

Variation des capitaux propres

Comptes	Libellé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
	10130000 CAPITAL	3 147 607	0	695 349	2 452 258
	10410000 PRIMES D'EMISSION		173 837	0	173 837
	11900000 REPORT A NOUVEAU	-832 030	92 216	0	-739 814
	12900000 RESULTAT DE L'EXERCICE	92 216	-92 216	0	0
	TOTAUX	2 407 793	173 837	695 349	1 886 281

Le capital social a été réduit d'un montant de 695.349 euros, pour être ramené de la somme de 3.147.607 euros à la somme de 2.452.258 euros par voie de rachat et d'annulation de 695.349 actions par décision du conseil d'administration du 28 janvier 2015 statuant sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire du 13 novembre 2014.

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Revenus liés à la co-production	
Revenus liés à la co-distribution	
Revenus liés à la co-exploitation	
Revenus liés aux catalogues	
Autres (prestations de services)	20
TOTAL	20

Engagements financiers

Engagements reçus	Montant
Fonds de soutien à la production de long métrage	9 620
TOTAL	9 620

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	2 500
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	2 500

Effectif moyen

Néant.